
Samir Hleileh:

Le rôle utile de la Communauté en Cisjordanie et à Gaza

Entretien conduit par

Marie-Claude Slick

Samir Hleileh, docteur en économie, est membre de la délégation palestinienne aux négociations multilatérales dans lesquelles l'Europe est très impliquée. Il dirige à Jérusalem-Est un centre très actif de développement économique. Il analyse ici, en réponse aux questions de Marie-Claude Slick, le rôle de la Communauté dans les territoires palestiniens occupés.

– Quel type d'aide la Communauté européenne apporte-t-elle aux Territoires occupés ?

La CEE a commencé à apporter son aide aux Territoires occupés au début des années quatre-vingt. A cette époque, on a reçu des allocations de l'ordre d'un demi-million d'écus. Elles ont ensuite augmenté après 1986 et surtout avec l'Intifada, jusqu'à atteindre en 1990, 6 millions d'écus, 12 en 1991, 13 en 1992 et 15 en 1993, une somme qui représente maintenant ce qu'on appelle un budget régulier.

Ce budget est différent des budgets d'urgence qui ont été attribués aux territoires occupés après la guerre du Golfe. En 1991, ils ont approuvé une allocation de 60 millions d'écus. Cet argent est ensuite arrivé ici seulement au début de 1993.

Il y a aussi un troisième type de budget qui passe à travers des organisations non gouvernementales (ONG) pour des projets de développement conjoints ONG/CEE dans les Territoires occupés.

Ajoutons à cela des assistances techniques, des formations diverses. Il ne faut pas oublier non plus à côté de toute cette assistance et des aides financières, la contribution européenne à l'UNWRA, l'organisation de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens, dans les territoires occupés et qui est la deuxième contribution après celle des Etats-Unis: 20 millions de dollars chaque année.

– Pouvez-vous donner quelques exemples de projets financés au moins en partie par la CEE?

Pour un hôpital que l'UNWRA construit depuis un an dans la bande de Gaza, la Communauté européenne a donné 12 millions d'écus. Dans le cadre du haut conseil de l'éducation, la CEE fournit 3 millions d'écus pour des laboratoires, des bibliothèques et des écoles palestiniennes. S'ajoutent aussi les crédits qui nous sont accordés à travers des banques de crédit. Le montant total en est de 16 millions d'écus. Autre exemple: 2 millions de ces crédits étaient utilisés pour aider les Palestiniens à exporter leurs produits agricoles de Cisjordanie et Gaza. Ce que nous exportons depuis deux ans peut l'être grâce à l'aide de la Communauté européenne au niveau politique et financier.

– Comment est distribuée cette aide?

Jusqu'en 1990/1991, la plupart des projets subventionnés par l'aide internationale étaient dans le domaine humanitaire. Spécialement la santé, 70 %, ensuite venait l'éducation et, enfin, le secteur productif. Après la crise du Golfe et ses conséquences ici, notamment le chômage, l'essentiel de l'aide est allée au développement du secteur productif : l'industrie, l'agriculture et le tourisme. Cette part va aller grandissant; c'est la tendance actuelle de l'aide européenne.

– Comment la CEE contrôle-t-elle l'utilisation de ces fonds?

Quand la CEE a démarré ses projets, l'accord entre l'institution par lequel étaient passés les fonds et la CEE stipulait que chaque personne en charge des différents secteurs à Bruxelles venait ici pour suivre et observer les différents projets qu'elle avait fondés. Ces règles ont été appliquées: il y a un rapport intermédiaire, un rapport final et, tous les six mois, un rapport d'évaluation qui sont soumis à la CEE. Généralement, tous les deux ou trois mois, des envoyés européens viennent sur place examiner les projets et commenter les rapports.

En 1991, la CEE a décidé d'abandonner les projets de petite

importance, ceux de moins de 200 000 écus. En 1992, ceux de moins d'un demi-million d'écus. Donc, il y a moins de projets, mais ils sont plus importants, et Bruxelles forme de plus en plus les institutions palestiniennes et s'appuie sur elles pour diriger et contrôler les budgets sur place. C'est pourquoi, en 1992/1993, à peu près un million d'écus d'une aide d'urgence a servi à payer des entreprises européennes d'experts venus dans les territoires occupés pour former les Palestiniens et les mettre en position de remplir totalement les obligations du contrat que nous avons avec la CEE.

– *Quelle est l'importance de l'aide communautaire en comparaison avec d'autres aides comme celle des Etats-Unis, des ONG, etc?*

La contribution des pays européens en général et celle de la Communauté européenne en particulier est l'une des plus importantes. Par exemple, pour cette année 1993 seulement, les Etats-Unis ont décidé d'augmenter leurs subventions qui atteignent maintenant 25 millions de dollars. Ce qui est plus que l'aide directe de la CEE aux territoires de Cisjordanie et de Gaza (environ 80 millions de dollars). Mais si vous allez plus en détail et si vous considérez la contribution indirecte de la Communauté, à travers les ONG ou d'autres institutions pour la formation technique par exemple, sans oublier la contribution à l'UNWRA, vous verrez que la Communauté européenne est le donneur individuel le plus important. Cela représente environ un tiers de l'aide totale de tous les pays qui nous aident, y compris l'OLP.

Mais il y a plus : quand les Américains nous attribuent 25 millions de dollars, cet argent passe par des institutions américaines basées ici. Ce n'est, en fait, jamais une aide directe aux Palestiniens. Ces institutions prélèvent environ la moitié pour leur budget de fonctionnement alors que l'aide européenne est une aide directe que nous recevons à cent pour cent.

– *On a souvent l'impression que l'aide, très importante, aux Territoires occupés, n'a pas toujours été utilisée à bon escient?*

L'aide de la CEE est très bien utilisée. Pour deux raisons très évidentes. C'est une aide accordée pour des projets qui correspondent à nos priorités fondamentales, et comme je vous l'ai expliqué, il y a entre nous une consultation très active. Que ce soit avec l'OLP à Tunis ou avec le leadership local. En fait, ils consultent les deux instances. Il y a donc un consensus et un contrôle pour l'utilisation des fonds qui évite tout gaspillage. La deuxième raison est qu'il y a une efficacité croissante des institutions palestiniennes sur place qui reçoivent les fonds. Et, comme je vous l'ai dit, il est très important pour nous que l'on nous mette en mesure de faire le travail de gestion des fonds. C'est cela la

particularité de l'aide de la CEE, elle nous permet de prendre notre part de responsabilité. C'est un grand avantage pour l'avenir.

— *Quand vous dites "nos institutions", de quoi parlez-vous?*

Par exemple, le haut conseil de l'éducation, les hôpitaux, nos propres banques et les différentes coopératives qui sont des intermédiaires entre la CEE et les Palestiniens qui conçoivent et gèrent les projets. Nous sommes en fait un embryon d'agence gouvernementale qui sera responsable de ce type de problèmes dans la période intérimaire. C'est le rapport que nous avons avec la CEE qui nous forme le plus à cette période intérimaire.

— *Et sur le plan politique, maintenant, quelles sont vos relations avec la CEE?*

Quand nous parlons de l'Europe, il nous faut préciser avec quels pays nous sommes familiers. Nous sommes particulièrement proches de certains pays comme la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres. Pas pour des raisons seulement culturelles ou sociales, mais aussi en raison des positions prises pour soutenir les droits des Palestiniens; nous sommes particulièrement sensibles aussi à l'action de la CEE en faveur de nos demandes pour des importations directes de produits palestiniens vers l'Europe sans passer par les Israéliens. Il y a quelques années, et c'était la France qui avait la présidence, la CEE a exercé de fortes pressions sur Israël pour arriver au résultat d'aujourd'hui : des exportations directes vers l'Europe essentiellement de produits agricoles : citrons, aubergines, fraises, etc. Ces exportations ne sont pas encore très substantielles mais elles vont se développer.

J'insiste sur le fait que la CEE a tendance à nous rendre responsables de notre avenir économique, contrairement à l'aide américaine ou à celle des autres. Et ceci est très important d'un point de vue politique.

— *Regrettez-vous que l'Europe ne participe pas au processus de paix ? Je ne parle pas, bien sûr, des multilatérales où elle est très active, mais des bilatérales.*

Dès le départ, nous avons demandé à ce que l'Europe ait une part très active dans ces négociations. Nous pensons que c'est vital. D'ailleurs, de manière informelle, elle y participe. Elle est en contact régulier avec les différentes parties et essaie de faire pression pour que les participants avancent dans le processus de paix. Nous pensons que les Américains ne font pas ce qu'ils devraient comme intermédiaire entre les Arabes et Israël. Ils n'agissent qu'à un niveau politique. Mais sur le plan pratique,

c'est l'Europe qui agit. C'est clair dans les multilatérales qui renforcent d'une certaine façon les bilatérales. Là, les Américains parlent. Mais en ce qui concerne les fonds, la formation et toutes les choses pratiques sans lesquelles ces multilatérales seraient vides de sens, c'est l'Europe qui est prête à agir de façon concrète. Je pense donc qu'elle joue un rôle plus positif encore.

*Entretien conduit à
Jerusalem
par
Marie-Claude Slick*